

*Questions orales*

**M. Baldwin:** Vu les tendances du gouvernement d'en face à l'autoritarisme, je pose ma question bien sérieusement. Le premier ministre deviendra-t-il sérieux et assurera-t-il au public, qui est très préoccupé par les tendances de son gouvernement, que le gouvernement et le premier ministre n'essaient en aucune façon de diriger ou de contrôler les media.

**M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, quand l'opposition dira bien clairement dans le programme de son parti qu'elle est opposée au contrôle des media, alors le député pourra me poser la question.

\* \* \*

## LES PÉNITENCIERS

## LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS RELATIVES À LA RÉFORME—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. Maurice Harquail (Restigouche):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Étant donné que les Canadiens en général appuient largement les recommandations contenues dans le rapport du sous-comité sur le système pénitentiaire au Canada, le ministre voudrait-il dire à la Chambre quand nous pouvons nous attendre à une déclaration sur la mise en application des recommandations de ce rapport?

[Français]

**L'hon. Francis Fox (solliciteur général):** Je remercie l'honorable député de sa question, monsieur le président, et je désire l'informer que j'ai presque terminé la revue des recommandations fort intéressantes qui m'ont été faites par le sous-comité parlementaire, et que j'aurais l'intention de déposer ma réponse à la Chambre le vendredi 5 août prochain.

\* \* \*

[Traduction]

## LES AFFAIRES INDIENNES

## LE PRÉSUMÉ DÉTOURNEMENT DE FONDS PAR LA MANITOBA INDIAN BROTHERHOOD—LES MESURES ENVISAGÉES

**M. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Biggan):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Je l'ai d'ailleurs prévenu de ma question la semaine dernière. Le ministre est-il en mesure aujourd'hui de faire rapport sur les allégations de M. Tony Walker, ex-employé de la Manitoba Indian Brotherhood, quant à certaines irrégularités, notamment un détournement possible des fonds accordés par le gouvernement à cette association à des fins de recherche?

**L'hon. Warren Allmand (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur l'Orateur, des fonctionnaires de mon ministère font enquête sur cette affaire depuis neuf mois déjà. Ils ont commencé leur enquête bien avant ces allégations, qui sont récentes. Nous n'avons rien trouvé qui confirme les dires de l'intéressé, mais il existe des problèmes de financement et nous nous en occupons.

**M. Hnatyshyn:** Monsieur l'Orateur, on m'a dit que lorsque M. Walker a attiré l'attention du sous-ministre adjoint sur cette question, le ministère a alors renvoyé la balle à la Manitoba Indian Brotherhood. Le ministre peut-il expliquer

[M. Trudeau.]

pourquoi son ministère a demandé à cet organisme d'enquêter sur lui-même dans cette affaire? En outre, le ministre est-il prêt à nommer un vérificateur indépendant qui contrôlerait les dépenses engagées par la fraternité, tel qu'il est prescrit dans le protocole d'entente existant entre le gouvernement et la fraternité, étant donné surtout que M. Tony Walker a été congédié immédiatement après avoir mis le sous-ministre adjoint au courant.

**M. Allmand:** Monsieur l'Orateur, il n'en est rien. L'affaire faisait l'objet d'une enquête par des fonctionnaires du ministère, y compris certains d'Ottawa, et non par la Manitoba Indian Brotherhood. Toutefois, mes collaborateurs tentent de résoudre les problèmes financiers de l'organisme de concert avec des représentants de celui-ci. D'ailleurs, ce n'est pas M. Walker qui a découvert le pot aux roses. Nous étions au courant depuis quelque temps. En fait, j'ai rencontré le directeur de la fraternité à plusieurs reprises à ce sujet bien avant que M. Walker fasse sa déclaration.

**M. Hnatyshyn:** Monsieur l'Orateur, il existe une entente entre la fraternité et le ministère prévoyant la nomination d'un vérificateur indépendant pour examiner les affaires de la fraternité touchant les fonds gouvernementaux. Le gouvernement s'engagera-t-il maintenant à charger un vérificateur indépendant d'examiner les livres de cet organisme pour en vérifier les dépenses et déterminer la justesse des allégations de M. Walker?

**M. Allmand:** Monsieur l'Orateur, si cela n'a pas déjà été fait, je vais en examiner la possibilité.

\* \* \*

## L'INDUSTRIE

## SYDNEY STEEL—LA DEMANDE D'AIDE POUR LA MODERNISATION DE L'USINE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Robert L. Stanfield (Halifax):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre qui se rappellera sans doute que je lui ai demandé la semaine dernière si le gouvernement de la Nouvelle-Écosse ou la Sysco avaient présenté des propositions ou des demandes particulières au gouvernement du Canada, touchant la modernisation de l'usine de la Sydney Steel qui présente, bien sûr, un vif intérêt pour la population du Cap Breton et du nord de la Nouvelle-Écosse. Le premier ministre avait dit qu'il prenait la question en préavis. Peut-il maintenant me donner une réponse à cette très importante question?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Il se peut que j'aie reçu une réponse, monsieur l'Orateur, mais je n'en ai pas encore pris connaissance, si je l'ai bien reçue.

**M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, je ne sais pas combien de temps la Chambre siégera encore, mais étant donné l'importance de la question pour un nombre considérable de Canadiens, si le premier ministre n'est pas en mesure de me donner une réponse orale avant que la Chambre ne s'ajourne, m'en informerait-il par téléphone ou par lettre?